tenue sous la présidence de Madame LEGUIN, assisté(e)
de Madame PIOU et Monsieur BOILEAU, Conseillers
En présence de Madame GRARD, Rapporteuse publique
Madame SING, Greffière

09 heures 30

01)	DOSSIER N° 2108829	RAPPORTEURE: Madame Clémence PIOU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de la décision du 14 septembre 2021 du président du conseil régional des Hauts-de-France portant sur une demande indemnitaire en réparation des préjudices subis en raison de harcèlement moral	
Nom des parties		Représentants des parties
Demandeur	Madame X	SELARL BRUNET VENIEL GUISLAIN LAUR
Défendeur	REGION DES HAUTS-DE-FRANCE	
02)	DOSSIER N° 2109744	RAPPORTEURE: Madame Clémence PIOU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté de permis de construire du 17 juin 2021 du maire de la commune de Neufchatel-Hardelot n° PC 062 XX accordé à Monsieur X en vue de la construction d'une maison individuelle	
Nom des parties		Représentants des parties
Demandeur	GROUPEMENT POUR LA DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT DE MONTREUIL ET DU PAS-DE-CALAIS	Maître LE BRIERO Sébastien (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE NEUFCHATEL HARDELOT Monsieur X	SELARL NEOS AVOCATS CONSEILS SCP GROS-HICTER ET ASSOCIES
03)	DOSSIER N° 2202908	RAPPORTEURE: Madame Clémence PIOU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de la décision du 18 février 2022 accordant le bénéfice d'un demi-traitement dans l'attente de l'admission à la retraite pour invalidité	
Nom des parties		Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Maître JAMAIS Gauthier (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE RONCHIN	SELARL ADEKWA AVOCATS

09 heures 30

04)	DOSSIER N° 2311532	RAPPORTEURE: Madame Clémence PIOU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté du maire de Roubaix du 17 octobre 2023 portant radiation des cadres pour abandon de poste	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Madame X
Défendeur	COMMUNE DE ROUBAIX	Maire
05)	DOSSIER N° 2406264	RAPPORTEURE: Madame Clémence PIOU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation du permis de construire (PC n°062XX) accordé le 19 mars 2024 par le maire de Monchy-le-Preux à la société Habitat Haut de France pour démolir un bâtiment et construire des logements.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame X	AARPI LEXION AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE MONCHY LE PREUX GROUPE HABITAT HAUTS-DE-FRANCE	MAIRE SCP BIGNON LEBRAY & ASSOCIES
06)	DOSSIER N° 2109831	RAPPORTEUR: Monsieur Clément BOILEAU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de la décision du 21 octobre 2021 de la métropole européenne de Lille portant sur la mutation interne à compter du 25 octobre 2021 au sein de la direction urbanisme aménagement et ville du pôle aménagement et habitat	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Maître JAMAIS Gauthier (Cour)
Défendeur	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE	Président
07)	DOSSIER N° 2207812	RAPPORTEUR: Monsieur Clément BOILEAU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de la décision de la Métropole européenne de Lille rejetant implicitement la demande de protection fonctionnelle du 5 juin 2022	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Maître JAMAIS Gauthier (Cour)
Défendeur	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE	SELARL WALGENWITZ AVOCATS

09 heures 30

08)	DOSSIER N° 2208742	RAPPORTEUR: Monsieur Clément BOILEAU
Titre de l'affaire	Demande la condamnation de la métropole européenne de Lille à indemniser la requérante des préjudices matériels et moraux subis suite à de nombreuses fautes commises dans le cadre de la gestion de carrière	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Maître JAMAIS Gauthier (Cour)
Défendeur	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE	SELARL WALGENWITZ AVOCATS
09)	DOSSIER N° 2302395	RAPPORTEUR: Monsieur Clément BOILEAU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de la décision de la métropole européenne de Lille rejetant implicitement le recours indemnitaire préalable du 17 novembre 2022	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Maître JAMAIS Gauthier (Cour)
Défendeur	METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE	Président
10)	DOSSIER N° 2304510	RAPPORTEUR: Monsieur Clément BOILEAU
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de la décision du maire de Roubaix du 10 mars 2023 portant radiation du requérant à compter du 1er avril 2023 pour défaut d'agrément préfectoral	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître JAMAIS Gauthier (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE ROUBAIX	Maire